

*Article 31 du Règlement*

[Français]

**LE RÉFÉRENDUM PANCANADIEN**

**M. Guy Ricard (Laval—Ouest):** Monsieur le Président, lundi dernier, j'ai reçu un appel téléphonique du député de Longueuil me demandant de signer une pétition venant de son chef, en faveur de la souveraineté du Québec.

Cette missive, communément appelée «la lettre à Lucien» visait à empêcher la consultation pancanadienne sur les propositions fédérales sur la Constitution.

Devant mon refus, il a insisté, prétendant que 15 députés du Québec avaient déjà signé cette pétition, dont les députés de Laprairie et de Châteauguay.

Après vérification, aucun député du caucus conservateur n'a signé cette pétition empêchant les Canadiens et les Canadiennes de se prononcer sur cet important dossier.

Monsieur le Président, cela est du harcèlement intellectuel, du maraudage politique de basse classe et cela est anti-démocratique!

Je demande à tous les députés de cette Chambre de refuser cette démarche parce que si nous voulons respecter les Canadiens et les Québécois, nous devons leur laisser le droit de s'exprimer en toute liberté.

Voilà comment agit le Bloc québécois dans sa démarche pour briser l'harmonie qui existe dans ce beau pays qui est le nôtre.

\* \* \*

• (1410)

[Traduction]

**L'AGRICULTURE**

**M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing):** Monsieur le Président, il est temps que le gouvernement cesse d'invoquer les négociations du GATT pour excuser son inaction ici, au Canada.

Ces négociations se déroulent aussi loin d'ici aujourd'hui qu'hier, et les efforts du gouvernement pour détourner l'attention sur ces négociations ont échoué. Il est temps qu'il s'attaque aux tâches qui lui incombent.

Ce qui s'impose clairement, c'est un ensemble de politiques et de programmes, dont bon nombre ne sont restés que des promesses du gouvernement, qui auraient pour effet de garder nos fermes familiales en exploitation et de préserver une certaine stabilité dans le monde agricole en attendant que le marché international revienne à la raison.

Le gouvernement ne peut pas avoir raison sur les deux plans. Il est temps qu'il fasse ce qu'il a à faire.

\* \* \*

**L'UNITÉ NATIONALE**

**M. Girve Fretz (Erie):** Monsieur le Président, j'ai été encouragé d'apprendre que Jim Taylor, un camionneur de Toronto, avait pris, en qualité de simple citoyen, l'initiative de défendre l'unité canadienne.

M. Taylor a en effet commandé 200 vignettes portant le message «Mon pays inclut le Québec» et en a collé une sur son camion à remorque. Les gens l'arrêtaient pour lui demander comment s'en procurer, de sorte que son stock s'est épuisé en moins de quatre semaines.

Sur les 300 lettres que son initiative a suscitées, une seule était négative. Encouragé par cette réaction, Jim a loué de l'espace publicitaire sur les panneaux de Mediacom, et il y a maintenant quinze panneaux dans onze villes d'un bout à l'autre du pays qui portent le message en anglais et en français.

Jim Taylor est extrêmement optimiste concernant l'avenir du Canada. Il sait que des problèmes nous attendent, mais il nous rappelle également que chacun de nous a les ressources pour trouver des moyens ingénieux de promouvoir l'unité canadienne.

Jim Taylor est bien placé pour le savoir. Il a pris cette initiative en tant que Canadien ordinaire et a prouvé que les attitudes positives peuvent être courageuses et contagieuses.

\* \* \*

**L'UKRAINE**

**M. Rey Pagtakhan (Winnipeg—Nord):** Monsieur le Président, les Ukrainiens ont longtemps attendu le jour où ils pourraient de nouveau hisser leur propre drapeau, élire leurs propres dirigeants et accomplir leur propre destinée tout en étant pleinement reconnus par la communauté internationale.

Le 1<sup>er</sup> décembre, ils seront tout près du but. En effet, ils iront voter au référendum sur la confirmation de la loi portant déclaration de l'indépendance de l'Ukraine adoptée le 24 août dernier. Je suis encouragé de voir que l'Ukraine favorise le désarmement nucléaire et appuie les droits des minorités.

L'Ukraine a le droit de décider de son sort, et je suis fier d'être un des trois députés qui partiront pour Kiev demain en mission d'observation du processus référendaire.

Ici depuis cent ans, les Canadiens ukrainiens, qui sont maintenant un million, accompagneront en esprit leurs compatriotes lors de la tenue de ce référendum.